

les mises en chantier ont augmenté de 37 p. 100 pour atteindre presque 200,000 unités de logement. L'inflation a diminué à son taux le plus bas depuis 14 ans, et les dépenses à la consommation dénotent un regain de confiance.

● (1130)

[Français]

Et de même, avec la planification de l'emploi, nous avons été témoins du lien entre la formation du travail et les besoins réels du marché du travail.

Monsieur le Président, les 800 millions de dollars annoncés dans le budget qui seront affectés à la planification de l'emploi en 1987-1988 vont nous assurer le financement pluriannuel nécessaire pour planifier nos activités en fonction des besoins futurs du marché du travail.

[Traduction]

C'est la bonne stratégie. C'est la première fois que l'on applique une stratégie qui s'attaque spécifiquement aux problèmes véritables de la main-d'œuvre canadienne, une stratégie qui répond aux besoins des jeunes qui cherchent à entrer sur le marché du travail, aux besoins des femmes qui retournent sur le marché du travail, aux besoins des chômeurs de longue date, des travailleurs âgés et des travailleurs qui ont besoin de se recycler pour s'adapter aux changements technologiques; aux besoins des travailleurs des localités aux prises avec un sérieux déclin économique, et aux besoins des particuliers et des gens d'affaires canadiens dont les idées nouvelles sont de nature à promouvoir et à favoriser l'activité économique. La stratégie de Planification de l'emploi reconnaît également—ce qui est tout aussi important—les besoins des entreprises et de l'industrie. En fait, la stratégie constitue un pont pour unir et rapprocher la formation en emploi et les besoins de compétences du marché. Nous avons mis un terme aux programmes désuets et inefficaces. Nous avons aboli les caisses noires et nous avons introduit des programmes novateurs et efficaces pour stimuler la création d'emplois à long terme et la formation.

Je me réjouis d'annoncer à la Chambre qu'au cours des six derniers mois, plus de 14,000 projets ont été mis en œuvre d'un océan à l'autre dans le cadre de la stratégie de Planification de l'emploi. J'ai eu la chance de visiter personnellement un certain nombre de ces projets. A Calgary, j'ai vu des jeunes désavantagés apprendre un métier solide dans le secteur de l'automobile. A Thorold, en Ontario j'ai rendu visite à des travailleurs qui apprenaient à connaître et à utiliser de nouvelles techniques, afin de conserver leur emploi et de maintenir leur usine ouverte et productive. A Peterborough, j'ai vu des jeunes en train d'apprendre les techniques les plus récentes de la robotique. A Sherbrooke, au Québec, j'ai rencontré des femmes qu'on aidait à évaluer leurs propres compétences et à acquérir de l'expérience sur le marché du travail. L'argent que nous dépensons dans le cadre de la stratégie de Planification de l'emploi est de l'argent fort bien dépensé.

[Français]

Monsieur le Président, l'allocation fédérale de 100 millions de dollars, allouée pour chacune des trois prochaines années pour les bénéficiaires d'aide sociale est encore un exemple d'argent bien dépensé. Ces sommes sont désignées en vue d'accroître les possibilités d'emplois pour les bénéficiaires d'aide sociale à travers les programmes de formation de déve-

loppement de l'emploi et d'intégration de la planification de l'emploi.

[Traduction]

C'est dans la droite ligne du programme du gouvernement et de sa volonté de trouver des solutions au cycle de dépendance à l'égard de l'assistance sociale qui est néfaste du point de vue économique et social, et d'élaborer, de concert avec les provinces, des solutions efficaces aux problèmes avec lesquels les Canadiens sont aux prises. C'est de l'argent bien dépensé parce que nous estimons que la meilleure aide que nous puissions offrir, c'est des emplois utiles.

L'argent qui autrement aurait été utilisé à seule fin de soutenir le revenu peut maintenant servir à ouvrir l'accès du marché du travail à des gens qui naguère dépendaient entièrement de l'assistance sociale et qui retrouveront ainsi leur dignité personnelle. Nous mettons déjà cette méthode à l'essai. Les résultats que nous obtenons démontrent le bien-fondé de cette approche, car ce sont d'excellents résultats. Je n'en veux pour exemple qu'un projet d'accès à l'emploi de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, dont le responsable a réservé dix des 30 places de formation à des Canadiens qui avaient été jusque-là inscrits au bien-être social.

Outre les 100 millions de dollars que le gouvernement fédéral alloue à ces programmes et aux projets de ce genre—100 millions qui, soit dit en passant, s'ajoutent aux fonds dont dispose la stratégie de Planification de l'emploi—nous pouvons compter sur une contribution égale des provinces. Cela pourrait doubler les fonds disponibles pour aider des assistés sociaux. Cela signifie qu'au cours des trois prochaines années, des crédits pouvant atteindre 600 millions de dollars pourraient être disponibles pour offrir des emplois et de la formation à 120,000 personnes parmi celles qui en ont le plus besoin.

J'aimerais ajouter que notre volonté d'aider ceux qui en ont le plus besoin va encore plus loin. D'autres programmes et d'autres mesures sont prévus au budget. Nous avons annoncé de nouveaux programmes pour aider les agriculteurs et les travailleurs âgés. Aux agriculteurs pris dans l'étau des bas prix et d'un endettement excessivement élevé, nous offrons notamment des prêts hypothécaires basés sur les prix des produits agricoles, des consolidations de dettes, des exonérations fiscales pour le carburant. En outre, lorsque les agriculteurs doivent quitter leur exploitation pour accepter un autre emploi, un programme d'adaptation a été mis en œuvre pour aider les agriculteurs à s'orienter, à se recycler, et à pourvoir en attendant à leurs besoins. Pour la première fois, les agriculteurs recevront ainsi de l'aide pour participer à des programmes de recyclage. Cela représente un engagement du gouvernement à l'égard des agriculteurs de l'ordre de 50 millions de dollars au cours des deux prochaines années.

Nous avons aussi mis en œuvre un autre programme pour venir en aide aux travailleurs âgés qui ont perdu leur emploi. Les travailleurs âgés, nous le savons, sont ceux que frappent le plus durement les changements technologiques, les rajustements industriels et l'épuisement des ressources. Toutefois, la formation habituelle, les subventions au titre des salaires, les allocations de déplacement et d'autres programmes ne sont pas toujours disponibles pour eux. Nous avons donc annoncé un programme quadriennal d'un montant de 125 millions de dollars destiné à l'adaptation des travailleurs plus âgés. En collaboration avec le ministre du Travail (M. McKnight), les